



Se taire

parce que l'État français n'entend pas les voix qui demandent **le respect du droit d'asile** tel qu'il est défini par la convention de Genève de 1951.

Le mouvement des cercles de silence a été lancé en 2007 pour protester contre l'enfermement systématique des sans papiers dans les Centres de Rétention Administrative (comme celui de Cornebarrieu à proximité de Toulouse) .

L'enfermement systématique et l'expulsion des étrangers en situation irrégulière nous apparaissent comme une banalisation de graves atteintes à la dignité humaine.

Nous appelons tous ceux et celles qui le souhaitent à nous rejoindre, de façon non violente et silencieuse pour:

- **dénoncer ces conditions de rétention carcérale**
- **dénoncer le recours à la violence lors des arrestations dont en particulier les séparations des parents et des enfants et des couples franco-étrangers.**

informations complémentaires :

www.cercladesilence.fr

www.lacimade.org

(association habilitée à assister les demandeurs d'asile à Cornebarrieu)

**Cercle de silence sur le marché de Lavour,
de 10h à 11h, le 1^{er} samedi de chaque mois**
contact : André Dumoulin (05 63 70 66 37)

décembre
2017

**Entendez-nous
Monsieur le Président !**

Monsieur le Président,

Le 27 juillet vous avez déclaré : « *Je ne veux plus avoir, d'ici la fin de l'année, des femmes et des hommes qui vivent dans les bois, dans les rues, perdus. C'est une question de dignité, c'est une question d'humanité et d'efficacité* ».

Nous sommes à la fin de l'année.

Regardez ces images : des centaines, des milliers d'exilés vivent et dorment encore dans les rues et dans les bois. Parce qu'il n'y a pas assez d'abris pour eux et aussi parce que les pouvoirs publics ne veulent pas les accueillir en France.

Où est la dignité ? Quand des exilés sont harcelés par les forces de l'ordre qui détruisent leurs abris et leurs couvertures, aggravant les situations de souffrance et d'errance.

Où est l'humanité ? Quand des centres d'hébergement d'urgence sont transformés en lieux de fichage et de triage entre ceux qui seraient « accueillables » et ceux qui seraient « jetables », c'est à dire voués à l'expulsion vers des pays qu'ils viennent de fuir.

Le refus des acteurs associatifs de coopérer à des dispositifs qui lient l'hébergement à l'éloignement forcé n'est pas une posture Monsieur le Président.

C'est l'expression d'un très sérieux malaise devant les conséquences inhumaines de la politique migratoire menée en votre nom.

Cessez de taxer d'angélisme ou de naïveté des associations ou des citoyens qui se mobilisent partout en France par solidarité et qui réclament une politique digne de ce nom, une politique d'accueil à la hauteur des défis migratoires d'aujourd'hui.

Pour eux, pour nous, c'est une question de dignité, c'est une question d'humanité, c'est un enjeu de choix de société.

Entendez-nous Monsieur le Président !

Communiqué de la CIMADE du 21 décembre 2017